

L'échec de la France au Mali



Joseph Boniface Camara, est un thésard en sciences politiques à Dijon, et il a eu la gentillesse de me proposer une étude très riche qu'il a réalisé expliquant la situation au Mali, et pourquoi la France se trouve dans une telle difficulté en Afrique.



Ce travail est intéressant, car il montre un point de vue malien, assez éloigné de ce que nous avons entendu sur les médias en France. Il est probablement un peu partial, mais très éclairant sur les difficultés de compréhension franco-malienne

Ce qu'il faut retenir :



En ce début d'année 2022 soit 9 ans après le début l'intervention militaire française au Mali, on constate avec sidération que le terrorisme loin de disparaître, gagne non seulement du terrain au Mali mais dans tout l'espace sahélo-saharien et même au-delà. Le bilan est peu reluisant malgré l'élimination de plusieurs centaines de terroristes et de quelques emblématiques chefs. La France enregistre plus d'une cinquantaine de soldats tués et le Mali, plus de onze mille morts (dont plus de deux mille soldats). Il faut ajouter à ce bilan plusieurs dizaines de milliers de déplacés de guerre au Mali et dans les pays voisins.

Les soldats français qui étaient triomphalement accueillis en 2013 dans les villes et villages maliens tel un Jésus rentrant triomphalement à Jérusalem sont désormais conspués et bloqués par les foules scandant des slogans hostiles non pas seulement au Mali mais à travers de nombreux États sahéliens (Burkina, Niger). Cet état de fait illustre bien un échec patent de la stratégie militaire et politique française au Sahel. Même si les autorités militaires et politiques françaises se refusent d'admettre cette réalité, il est impossible de l'éluder !

La guerre se gagne d'abord politiquement, l'action militaire ne permet pas de gagner durablement une guerre. Les erreurs politiques annihilent les gains militaires. En clair qui perd la guerre politiquement, la perdra irrémédiablement militairement.

C'est, ce qui est arrivé à la France au Mali et au Sahel d'une certaine manière. La France s'est rendue impotente par une somme d'intrigues et de compromissions avec certains groupes armés du septentrion malien, ce qui a conduit à l'enlèvement et se soldera inexorablement par son affaiblissement dans son pré carré africain puisque les populations civiles terrorisées retournent leur colère contre elle.

L'échec de l'intervention militaire française est lié à une combinaison de facteurs.

L'Opération Serval a débuté le 11 janvier 2013, lorsque François Hollande à la demande express du Président Malien de transition, a déployé une OPEX (opération extérieure), afin de bloquer

Les soldats français qui étaient triomphalement accueillis en 2013 dans les villes et villages maliens tel un Jésus rentrant triomphalement à Jérusalem sont désormais conspués et bloqués par les foules scandant des slogans hostiles non pas seulement au Mali mais à travers de nombreux États sahéliens (Burkina, Niger). Cet état de fait illustre bien un échec patent de la stratégie militaire et politique française au Sahel. Même si les autorités militaires et politiques françaises se refusent d'admettre cette réalité, il est impossible de l'éluider !

La guerre se gagne d'abord politiquement, l'action militaire ne permet pas de gagner durablement une guerre. Les erreurs politiques annihilent les gains militaires. En clair qui perd la guerre politiquement, la perdra irrémédiablement militairement.

C'est, ce qui est arrivé à la France au Mali et au Sahel d'une certaine manière. La France s'est rendue impotente par une somme d'intrigues et de compromissions avec certains groupes armés du septentrion malien, ce qui a conduit à l'enlèvement et se soldera inexorablement par son affaiblissement dans son pré carré africain puisque les populations civiles terrorisées retournent leur colère contre elle.

A l'origine, pourtant, tout allait bien.

L'Opération Serval a débuté le 11 janvier 2013, lorsque François Hollande à la demande express du Président Malien de transition, a déployé une OPEX (opération extérieure), afin de bloquer voir de réduire une coalition hétéroclite de djihadistes qui occupait le nord du Mali. et menaçaient de partir à la conquête du Sud.



Joseph Camara à Kidal

Les soldats français ont été accueillis par la population en libérateurs, en quelques semaines, le Nord Mali retrouvait une relative sérénité, or tout a tourné au vinaigre, au point qu'on a vu le 14 janvier 2022 une gigantesque manifestation anti-française, et qu'en février 2022, le président Malien exigea le retrait sans délai des forces françaises.. pour les remplacer par les mercenaires Russes du groupe Wagner.

Joseph Boniface Camara, nous explique pourquoi la France est intervenu en 2013 et comment elle a perdu l'onction populaire, puis il analysera les choix stratégiques qui ont conduit à cette situation, enfin il nous dira pourquoi les russes ont été sollicités.

Une intervention militaire sollicitée et applaudie par les maliens

Le 11 janvier 2013 débute l'intervention militaire française au Mali d'abord sous le nom « **Opération Serval** » puis l'« **Opération Barkhane** ». Selon la version officielle, c'est à la demande du président intérimaire du Mali **Dioncounda Traoré** que Paris apporta son appui militaire au Mali. Les trois objectifs assignés à Serval sont :

- Appui aérien français aux soldats maliens aux prises avec des terroristes,
- Appui en matière de renseignements au bénéfice des forces maliennes
- Restauration de l'intégrité territoriale du Mali.

Sur le terrain, le déploiement de troupes françaises a été largement applaudi par la population lassée par la violence des fanatiques religieux avec leur projet théocratique obscurantiste qui est à l'antipode des traditions maliennes où l'islam côtoie d'autres croyances, c'est-à-dire les survivances des pratiques ancestrales qui sont des outils de socialisation de l'homme africain.

L'islam alors pratiqué est considéré comme syncrétique, hérétique par les nouveaux maîtres fondamentalistes qui se sont illustrés par leur barbarie : flagellations, lapidations, destructions de mausolées... La population exténuée et traumatisée par ces atrocités voyait dans les soldats français des « anges », des « libérateurs ». Partout, on posait fièrement avec le drapeau français.

Mais très vite les premières frictions apparaissent entre la partie française et malienne au sujet de **la décision unilatérale de la France à aller seule dans la région de Kidal avec les supplétifs tchadiens et les rebelles indépendantistes qui avaient trouvés un temps exil aux pays voisins** (Burkina Faso, Mauritanie, Niger, Algérie) **mais sans l'armée malienne** créant subéquemment « **une enclave pour les Touaregs indépendantistes** ».

Le 25 mai 2021, le **colonel Assimi Goïta** prend le pouvoir par un coup d'État, or, ce colonel était le chef des opérations spéciales de l'armée malienne, le même qui avait été empêché par les soldats français de pénétrer à Kidal.



Ainsi, l'étonnement succède à l'engouement. L'incompréhension laisse place aux spéculations, les déclarations maladroitement suspicieuses et intentionnelles des officiels français se succèdent, les discours anti politiques françaises commencent doucement à se faire entendre. Les attaques meurtrières des bourreaux d'hier se sont multipliées, l'armée malienne a essuyé des pertes colossales, la population civile est abandonnée à son sort, et les massacres se sont multipliés, la situation était devenue hors de contrôle !

II L'action militaire à l'épreuve des manœuvres politiques

En quelques semaines, en 2013, le territoire Malien avait été totalement libéré, mais aujourd'hui, il est à 80 % contrôlé, ou menacé par les terroristes. Or malgré la multiplication des forces africaines et européennes présentes sur le terrain : Serval puis Barkhane pour les français, mais aussi MINUSMA des Nations Unies, les forces européennes ([EUTM-Mali](#), [TABUKA](#), [G5 Sahel](#)), les terroristes occupent plus de terrain qu'en 2013. Cela peut s'expliquer ainsi :

- Volonté française de s'appuyer sur les rebelles Touareg indépendantistes plutôt que sur l'armée malienne

En ignorant le fait que de nombreux Touaregs originaires de Kindal, donc connaissant parfaitement le terrain servaient dans l'armée malienne, les soldats français ont préféré venir à **Kidal** avec des indépendantistes qui avaient du fuir le Mali pour se réfugier dans les pays frontaliers. En conséquence, **la France a perdu le soutien populaire malien, car on l'accusait de porter atteinte à l'unité nationale.**

Des lanceurs d'alerte très compétents n'ont pas été écoutés, l'ambassadeur de France a été rappelé à Paris, le quai d'Orsay a licencié des diplomates talentueux comme Christian Royer ou Laurent Bigot.

Les responsables politiques et militaires français semblent s'être enfermés dans l'idée qu'il fallait protéger les Touaregs, qui ayant la peau légèrement moins noire que les gens du sud seraient menacés par le gouvernement de Bamako de génocide. On peut penser au souvenir traumatisant du Rwanda, où la France, perdue au milieu d'un génocide qu'elle n'avait pas vu venir est apparue comme complice.

Si le risque génocidaire pouvait se concevoir, il aurait alors suffi pour s'en prémunir, d'encadrer les forces régulières maliennes, en les plaçant sous commandement militaire français, ou en encadrant de solides forces de gendarmerie.

Ce risque était quand même très limité, car il n'existe pas de haine enracinée entre les communautés qui peuplent le Mali. Les anciens rebelles Touaregs ont toujours été acceptés au sein de l'armée, de l'administration. Pour preuve, l'actuel ministre de la jeunesse et des sports Moussa Ag Attaher était le porte-parole du MNLA au moment du massacre d'Aguelhok et pourtant il n'a jamais fait l'objet d'agression verbale ou physique depuis qu'il occupe ce poste. C'est le cas d'ailleurs de nombreux chefs rebelles Touaregs qui ont leur famille à Bamako. Aucune menace ne le pèse sur ces personnes alors qu'il est de notoriété publique que bon nombre d'entre eux sont impliqués directement dans des assassinats de soldats de l'armée régulière ou fonctionnaires civils (préfets, sous-préfets, magistrats, enseignants...).



Bon nombre de gradés français ayant lu des œuvres anciennes croient que les réalités socio-anthropologiques demeurent inchangées : les Touaregs étaient présenté comme des irrédentistes, guerriers razzieurs, propriétaires d'esclaves noirs et syncrétistes. Cette vision anachronique et fantasmée a poussé les autorités françaises à prendre des décisions graves de conséquences qui ont mis tout le Sahel à feu et à sang.

En refusant à l'armée malienne et son administration de se redéployer à Kidal, **la France a créé une enclave pour les Touaregs indépendantistes** et les Touaregs islamistes qui avaient rejoint les rangs du groupe terroriste **Ansar Dine** aujourd'hui affilié à **Al Qaeda** ont créé le **HCUA** (Haut Conseil de l'Unité de l'Azawad) avec une certaine indulgence des autorités françaises du moment que les attaques terroristes n'étaient pas diligentées contre les soldats français .

Les islamistes étant les plus rompus au combat ont fini par absorber les indépendantistes laïcs et par la suite, ils ont instauré à **Kidal** une juridiction islamique.

La France, les autres pays européens et l'Algérie redoutent l'immigration clandestine, et souhaitent sécuriser la frontière naturelle que constitue le Sahara. Pour cela, la France s'est appuyé sur la tribu aristocratique Touareg des **Iforas**, tribu avec laquelle elle travaillait déjà à l'époque de la colonisation. Or les Iforas sont majoritairement indépendantistes, et infiltrés par les islamistes surtout que certains islamistes se sont mués en indépendantistes, ce qui leur permettait de se rendre plus présentables.

Cela n'a pas arrangé les relations entre la France et le gouvernement malien de Bamako.

L'action des soldats français a été souvent mal perçue par Bamako, par exemple, les trafiquants de drogue sont laissé tranquilles, car les soldats de Barkhane n'attaquent que des groupes ayant des intérêts contraire aux intérêts français.

Le gouvernement malien accuse la France de choisir les terroristes à éliminer, et de protéger les partisans de l'indépendance du Nord Mali. La France aurait aussi instrumentalisé la MINUSMA (force de l'ONU qui sert d'interposition entre l'armée malienne et les rebelles touareg). On accuse la France d'être responsable de l'inaction de la MINUSMA pendant des heures, alors que des terroristes attaquent des villages et massacrent leurs habitants.

Lors du conflit en Lybie, où la France a combattu le Colonel Kadhafi et les tribus de Tripolitaine en soutenant celle de Cyrénaïque, la France aurait obtenu le soutien de tribus Touareg, en leur promettant un état Touareg au Nord Mali, et l'enclave de Kidal aurait été créée comme la première étape vers cet état. Des touareg de Lybie seraient venus au Mali pour combattre le gouvernement de Bamako.



III L'action militaire occidentale décrédibilisée par des déclarations

Les dirigeants politiques français n'ont pas toujours été très diplomates, par exemple, Jean-Yves le Diran a déclaré "... mais les Touaregs sont nos amis.. quand ils sont dans leur territoires au Nord du Mali, ils sont chez eux, et il importe de les respecter, de les considérer comme des maliens comme les autres". Cette phrase était maladroite, car elle semblait accuser Bamako de discriminer les Touaregs, donc de justifier leurs revendications à l'indépendance, et a été perçue comme une ingérence française dans les affaires intérieures du Mali.

Les militaires français avaient exclu l'armée malienne du cercle de Kidal, l'armée malienne a tenté d'y pénétrer, et s'est fait repousser par les rebelles touaregs, des soldats maliens en déroute se sont réfugiés sous protection de l'ONU dans des camps de la MINUSMA, et ont été désarmés. Quand l'armée malienne a cherché à récupérer ses armes, le chef de Barkhane a répondu "C'est un butin de guerre qui appartient à la CMA", c'est à dire aux Touaregs indépendantistes.

D'autres déclarations d'officiels ont entraîné une profonde crise de confiance entre Paris et Bamako. On peut citer la déclaration étonnante de **Christophe Sivillon**, chef français du bureau de la Minusma à Kidal a souhaité, lors du congrès du MNLA (**M**ouvement **N**ational pour la **L**ibération de l'**A**zawad => mouvement indépendantiste Touareg) en novembre 2019 «Bienvenu aux délégations venues du Mali et de l'étranger». Le gouvernement malien n'a eu d'autre choix que de le déclarer persona non grata.

L'ensemble des déclarations malencontreuses, ont fini par ruiner le capital de sympathie des maliens à l'égard de la France. Si l'on ajoute à cela l'absence de résultat tangible sur le terrain de la lutte contre le terrorisme et les menaces sur l'intégrité territoriale du Mali, on peut comprendre pourquoi des voix se lèvent de plus en plus pour critiquer l'action militaire française, et son remplacement par la signature d'un accord militaire avec un autre partenaire. Les autorités maliennes ont choisi la Russie.



Christophe Sivillon chef du Bureau de la Minusma à Kidal

IV La loi du terrain et l'action militaire française au Mali

La Force Barkhane a fait le choix d'épargner certains chefs Touaregs, **Iyad Ag Ghali** et **Amadou Koufa**, ces hommes qui avaient été les bourreaux de l'armée malienne, ont attaqué le Centre et le Sud du pays, épargnant les forces françaises et les casques bleus de la Minusma. Ils ont semé la désolation dans le centre du Mali.

Iyad Ag Ghali, est Touareg de la tribu des iforas, tribu allié de la France pendant la colonisation. Iyad est très influent, il est devenu un islamiste alors que dans les années 2000, il était grand amateur de vin et de femmes, c'est le leader Touareg le plus influent du nord du Mali ! Il est proche de l'Algérie, et semble bénéficier de la protection des services secrets algériens. L'armée française l'a épargné par crainte de se fâcher avec les iforas qui sont des alliés de longue date ! Amadou kouffa: est peulh et allié de Iyad Ag Ghali, tous deux sont des intégristes, ils veulent instaurer une théocratie au Mali.

Les autorités de Bamako ont accusé la France d'avoir refusé de protéger les villageois maliens, pour affaiblir l'armée malienne, afin de forcer le gouvernement Malien à céder devant les mouvements indépendantistes et leur accorder des prérogatives dont la gestion administrative et sécuritaire des ressources naturelles du Nord Mali.

Sur le terrain, l'armée malienne a perdu plus de deux mille soldats, et la menace terroriste pèse désormais sur tout le territoire malien, comme le signale l'ambassade de France à Bamako



☔ Vérifiez que vous êtes bien assurés

Date de publication : 9 janvier 2023

Menace terroriste et risque d'enlèvement (28/11/2022)

Les attaques terroristes sont fréquentes et susceptibles d'être conduites sur tout le territoire malien, y compris contre les symboles de la présence occidentale. A Bamako, le risque d'attentat ou d'action violente visant des lieux publics fréquentés par les Occidentaux est, dans un tel contexte, élevé.

A la suite de plusieurs attaques ayant visé notamment les forces de sécurité maliennes (attaque du poste de contrôle de Zantiguila le 16 juillet 2022 et du camp militaire de Kati, à proximité immédiate de Bamako, le 22 juillet 2022) les autorités maliennes ont instauré un état d'alerte maximum sur l'ensemble du territoire, renforcé les contrôles sur les principaux axes de la capitale et aux abords des bâtiments publics.

En outre, le risque d'enlèvements de ressortissants occidentaux est particulièrement important dans le centre et le nord du pays, mais à présent également à Bamako et dans ses alentours.

Compte tenu du risque d'attentats et d'enlèvements, l'ensemble du territoire malien est formellement déconseillé, à l'exception de la ville de Bamako qui est déconseillée sauf raison impérative.

Les forces françaises ont ciblé prioritairement AQMI (Al Qaïda au Maghreb Islamique) et l'EIGS (Etat Islamique au Grand Sahara)

- AQMI : ses intérêts sont aux antipodes des intérêts français, mais la France l'a probablement involontairement renforcé en versant des rançons pour la libération d'otages, et a favorisé son armement par son intervention en Lybie.
- EIGS : vise l'établissement d'un califat islamique au Sahel, qui non seulement destabiliserait toute la région, mais menacerait les intérêts français au Niger où se trouvent des mines d'uranium.

La France dans le borbier sahélien : intervenir dans une région complexe

Une intervention militaire ne peut être efficace que si elle est combinée avec une action politique efficace. Or la mal gouvernance, les rivalités ethniques, les trafics illicites, ont laissé apparaître des fractures, où les services secrets, y compris français se sont engouffrés.

A) Quelques facteurs structurels endogènes ayant contribué à l'échec de l'intervention militaire française

- * L'armée malienne était très faible, en raison des contraintes budgétaires imposées par la banque mondiale.
- * La démocratisation de la vie politique, a entraîné les dirigeants politiques à se méfier des militaires, par crainte de coups d'état.
- * L'absence de culture sécuritaire a rendu les états très faible face aux menaces extérieures.

B) Responsabilité des autorités maliennes dans l'échec de l'intervention militaire française

François Hollande avait souhaité rapidement des élections au Mali, et qu'il y ait un dialogue entre toutes les composantes de la société malienne. Les accords de Ouagadougou ont permis l'organisation des élections présidentielles et législative, et ouvert le principe de nouvelles négociations de paix. Cependant, le président élu, **Ibrahim Bou-bacar Keïta (IBK)** a négligé ces négociations avec les rebelles du Nord, qui se sentaient forts du soutien français.

Toutefois l'opinion malienne n'était pas favorable à ces négociations, car elle redoutait qu'elles conduisent le nord vers l'autonomie, voir vers la sécession. La brouille s'est ainsi durablement installée entre la France et le Mali.

Le président IBK a commis un certain nombre d'erreurs qui ont ruiné son mandat et précipité sa chute. D'abord, le refus d'ouvrir des négociations en proposant un véritable programme de développement pour les régions du nord, puis il s'est très vite embourbé dans des affaires de corruption qui n'ont cessé de prendre de l'ampleur jusqu'à entraîner son renversement.

Un gouvernement de transition a été trouvé sous la direction de **Bah N'Daw** et de **Moctar Ouane** qui a été chaleureusement applaudi par **Emmanuel Macron**. La France espérait une mise en oeuvre des accords d'Alger qui devaient, accorder une certaine autonomie au Nord Mali et assurer la paix.

Cependant un nouveau coup d'État en mai 2021 a donné le pouvoir à une nouvelle équipe dirigée par **Choguel Kokala Maïga**, premier ministre ouvertement opposé aux accords d'Alger, et intransigeant devant les demandes de Paris.

La France a toujours été intransigente et a condamné la corruption au Mali, mais lorsque la nouvelle administration a procédé à quelques arrestations de personnalités publiques, amies de la France, et accusées de malversations financières, c'est le Président Emmanuel Macron lui-même qui a parlé sans équivoque de persécutions politiques.

On dit à Bamako que Paris chérit bien les dirigeants corrompus d'Afrique parce vulnérables, ils sont plus enclins à céder face à la pression et par ce qu'on fait affaires avec eux dans des conditions et termes peu clairs comme le démontre le scandale qui entoure l'octroi du marché du passeport malien au fils de l'actuel ministre français des affaires étrangères **Jean-Yves Le Drian**.

Les neuf (9) ans de présence militaire française n'ont pas permis au Mali de retrouver la paix, les populations se montrent de plus en plus hostiles, les nouvelles autorités de transition ont fait le choix d'une alliance stratégique avec les russes malgré les protestations énergiques des alliés occidentaux



C) L'entrée de l'ours russe au Mali

Les conséquences des difficultés françaises à aider les partenaires maliens et sahéliens à endiguer le terrorisme a finalement profité à Moscou qui entre ainsi dans le pré carré français du sahel après la Centrafrique. Les autorités françaises n'ont pas su corriger l'inefficacité stratégique, elles ont donc perdu la bataille de la communication au Sahel.

A ce sujet, les officiels français accusent les réseaux russes de diffuser de fausses informations discréditant l'action militaire française. Si cela semble en partie vrai, les services français mènent également des campagnes sur les réseaux sociaux au bénéfice de l'opération militaire française au Sahel. Ce n'est tant la désinformation russe qui nuit à l'armée française au Sahel, c'est plutôt l'absence de résultat tangible dans la lutte contre le terrorisme malgré les efforts français car le terrorisme ne cesse de faire des victimes et de s'étendre.

Comme en Centrafrique, il n'existe pas à proprement parler d'hostilité à l'encontre de la France de la part de l'élite politique et militaire malienne. On peut parler de méfiance né de certaines déclarations maladroitement intentionnelles d'officiels français mais également de l'action politique française qui est très discutable. Les maliens reprochent majoritairement à la France son appui diplomatique, militaire, médiatique et économique aux rebelles indépendantistes Touaregs.

